

APPEL A CANDIDATURES

ECOLE D'ETE: LES NOUVELLES FORMES DE PARTICIPATION POLITIQUE EN AFRIQUE AU SUD DU SAHARA

Bamako, 13-18 décembre 2017

Introduction

La participation politique est au centre de l'analyse de la politique africaine depuis le déclenchement des processus de démocratisation dans les années 1990. On peut comprendre, sans s'y limiter, la participation politique comme les « activités des agents sociaux qui exercent une influence sur le mode de gouvernement collectif ».

Dans les systèmes démocratiques contemporains, à la différence de la démocratie athénienne, les élections occupent une place de choix. Elles sont devenues en effet le passage obligé pour la conquête et l'exercice du pouvoir. Dans cette perspective, le pouvoir politique n'est légitime, c'est-à-dire accepté, que s'il est exercé par le peuple par l'intermédiaire de ses représentants, élus à l'issue d'élections concurrentielles, libres, régulières, sincères et transparentes.

La plupart des Etats africains postcoloniaux n'ont amorcé l'apprentissage des élections qu'au lendemain de la Seconde guerre mondiale. Après les indépendances, la quasi-totalité de ces Etats ont abandonné les élections concurrentielles comme mode de sélection des gouvernants. Il faut attendre la crise des régimes autoritaires à la fin des années 80 et l'amorce des processus de libéralisation politique pour voir les élections compétitives s'imposer comme mode normal de sélection des gouvernants. Ainsi, depuis plus de deux décennies, les pays africains font l'expérience de la démocratie avec le vote comme principal mode de participation politique.

Les élections remplissent plusieurs fonctions dans une démocratie. Elles participent à la routinisation et l'institutionnalisation des règles du jeu démocratique. En dépit de la place qu'occupent les élections dans l'institutionnalisation de la démocratie, dans les pays africains elles ne bénéficient pas toujours de la confiance de tous les acteurs politiques. Les contestations des résultats électoraux, la persistance de l'abstentionnisme électoral au regard de l'importance des corps électoraux potentiels ainsi que le recours à des modes non conventionnels de participation citoyenne, notamment chez les jeunes, témoignent de ce déficit de confiance.

En même temps qu'on assiste à une institutionnalisation du vote et des élections partout en Afrique, on observe que depuis le *printemps arabe* les protestations publiques ont gagné de la légitimité et de l'importance encore une fois. Une différence clé en comparaison avec les mouvements démocratiques au début des années 1990, c'est l'utilisation de nouveaux médias comme les réseaux sociaux et téléphones mobiles. Avec ces nouvelles technologies apparaissent de nouveaux types d'acteurs portés par une société civile très hétéroclite dont les modes d'actions concrets combinent désormais de nouveaux outils de la communication avec des anciens canaux de revendications comme la mobilisation de la rue.

Ces modes d'actions politiques s'appuient très largement sur l'usage de nouvelles technologies de l'information et de la communication avec les jeunes comme principaux

porteurs de ces actions, contribuant ainsi à un élargissement significatif du répertoire revendicatif, des profils d'acteurs (la société civile, les syndicats, les universités, les partis politiques, etc.)

En général, les réseaux sociaux et l'internet offrent plus de possibilités pour la communication et la mobilisation. Ils constituent des lieux de discours publics nouveaux qui sont utilisés surtout par les jeunes acteurs. Ces lieux publics traversent facilement les frontières étatiques et sont donc difficiles à contrôler par l'Etat ainsi que par les partis politiques et les médias traditionnels. Les nouveaux modes d'accès à l'information et à la communication et le discours public contribuent à une extension significative du répertoire de stratégies politiques ainsi qu'à une diversification de profils des acteurs (société civile, syndicats, universités, parties politiques et autres).

Les nouvelles formes de participation politique sont favorisées par un changement de la structure d'opportunité politique (existence d'institutions et de règles démocratiques fondées sur les droits humains). Elles se caractérisent par la mise sur l'agenda politique de demandes sociales (foncier, emploi, santé, éducation, etc.), ainsi que par une quête de bonne gouvernance dans la gestion des affaires publiques.

L'usage de ces opportunités et nouveaux médias n'est pas connecté à une certaine position politique ou idéologique. Nous y retrouvons aussi bien des acteurs politiques et culturels, que des mouvements démocratiques, des associations religieuses et autres acteurs néo-traditionnels. Grâce à l'accès global à ces modes de communication, les acteurs peuvent faire partie de réseaux globaux et vivre dans la diaspora.

Ces changements sont très significatifs dans la trajectoire politique des Etats africains et appellent donc des analyses « fraîches » pour rendre compte des dynamiques qu'elles génèrent. Les contextes politiques africains actuels offrent des terrains intéressants pour une analyse de la transformation des formes de participation politique.

Les objectifs de l'école d'été et les thématiques

Cet atelier vise à réunir de jeunes chercheurs (docteurs, doctorants) issus de disciplines diverses qui travaillent sur des nouvelles formes de participation politique et leurs significations en Afrique. Il s'agit de décloisonner les approches en favorisant un dialogue fécond sur les méthodes, les acquis théoriques, les terrains d'investigation. S'inscrivant dans une perspective comparative, ce dialogue interdisciplinaire permettra, sans nul doute, d'investir les terrains africains dans ce qu'ils ont de commun et de spécifique. Dans cette perspective, la problématique de l'école d'été s'articule autour de quatre principaux axes:

- *Les « nouvelles » formes de participation politique et leurs spécificités*
 - Quels en sont les déterminants ?
 - Quelles en sont les manifestations ?
 - Quels sont les acteurs mobilisés ?
 - Quelles sont les stratégies des acteurs ?
 - Quels types de discours sont diffusés ?

- *Les formes d'articulations intra et supranationales*
 - Quels liens avec les institutions politiques, la société civile, les partis politiques et les médias sociaux ?
 - Avec quels réseaux supranationaux ces formes de mobilisations interagissent-elles?

- Quelles images et représentations sont associées à ces formes de participation ?
- *La reconfiguration de l'ordre politique*
 - Les changements politiques ont-ils des effets sur la conception de l'Etat, de la démocratie et sur la manière de faire la politique ?
 - Quels sont les enjeux sur l'Etat de droit ?
 - Quelles nouvelles formes d'autorité émergent de ces mutations ?
 - Comment ces processus affectent-ils les anciennes formes d'autorité ?
 - Quels enjeux entourent les processus de réformes constitutionnelles et politiques?
- *Le rôle des acteurs internationaux*
 - Qui sont les acteurs internationaux concernés par ces nouvelles formes de participation politique ?
 - Quelles sont leurs stratégies ?
 - Dans quelle mesure influent-ils sur les dynamiques de changement internes ?

Méthodologie

L'école d'été comportera une dimension théorique et des travaux pratiques. Au début de l'école d'été, les participants bénéficieront d'une « mise à niveau » théorique sur les thématiques ci-dessous, de la part de chercheurs seniors et spécialisés. Les aspects théoriques peuvent inclure:

- Ce que « politique » signifie
- Ordres sociaux limités
- Constitutionnalisme africain
- Théories des mouvements sociaux
- Dynamiques des protestations
- Médias et mobilisations
- Problématique rural/urbain et mobilisations
- Mobilisations et diversité des acteurs : la participation des femmes

La « mise à niveau » théorique sera suivie par un atelier d'écriture scientifique dans lequel il sera demandé aux participants de présenter leurs projets d'articles et/ou thèses sur la base des résultats préliminaire de leurs recherches en faisant référence un des aspects théoriques. Les chercheurs seniors vont les guider dans cette démarche. Ensuite, les présentations individuelles seront discutées en plénière. L'objectif de cette approche est de lier la théorie avec l'empirique afin d'aider les jeunes chercheurs à améliorer leur aptitude dans l'écriture scientifique ainsi que la planification des étapes prochaines de leurs projets de recherche.

Conditions d'éligibilité

- L'école d'été réunira des jeunes chercheurs issus des sciences sociales et humaines en provenant d'universités et centres de recherche en Afrique.
- Les candidats titulaires d'un doctorat doivent avoir soutenu leur thèse depuis cinq ans au plus.
- Les doctorants doivent être dans un stade avancé de leurs recherches et avoir obtenu des résultats préliminaires sur le sujet.
- Doctorants et post-docs viennent avec un projet de thèse et/ou d'article scientifique.

- Les candidatures doivent porter sur au moins un des axes déclinés dans le point II ci-dessus.
- Les candidats doivent avoir une bonne maîtrise de l'anglais et/ou du français.
- Le processus de sélection des candidats se fera sur la base des résumés de 1000 mots, un cv avec l'affiliation institutionnelle ainsi qu'une lettre de la motivation.
- Ces résumés et documents doivent être envoyés au plus tard le **16 octobre 2017** à l'adresse suivante: scholze@em.uni-frankfurt.de

Modalités pratiques

- L'école d'été est financée par le Stellenbosch Institute for Advanced Study (STIAS) dans le cadre du réseau Programme Point Sud, organisé par l'Université Goethe à Francfort en Allemagne en collaboration avec des instituts de recherches et universités dans sept pays africains et en France. Pour plus d'infos, veuillez consulter le site : www.pointsud.org
- Les candidats retenus bénéficieront d'une prise en charge complète (voyages, hébergement, frais de séjour, restauration) durant toute la durée de l'école d'été.
- L'anglais et le français seront les deux langues de travail pendant l'école d'été.
- L'école d'été se tiendra au Point Sud – Centre de recherche pour le savoir locale à Bamako au Mali du 13 au 18 décembre 2017. Un agenda détaillé sera envoyé aux candidats retenus.
- Pour des infos supplémentaires, veuillez contacter :
Dr. Marko Scholze
Université Goethe
Francfort/Main
Allemagne
Téléphone: +41-435385488
Mail: scholze@em.uni-frankfurt.de